



A situation sans précédent : réponses sans précédent !

Jamais les attaques contre les missions et les emplois de service public n'ont été aussi importantes. Pour peu que vous en doutiez, voici quelques exemples "concrets".

POUR TOUS LES SALARIÉS

C'en est bientôt terminé de la retraite à 60 ans. Avec 41 années de cotisations nécessaires, qui pourra encore partir avec une retraite complète à cet âge. Pourtant ce n'est pas suffisant pour Laurence Parisot qui en réclame encore plus avec un âge légal de départ à 62 ans. Et ce n'est que a partie visible de l'Iceberg.

Si des difficultés de financement peuvent exister, les réponses également. Au delà des propositions formulées par la CGT, la Cour des Comptes elle-même retient l'idée de mettre à contribution les revenus financiers qui y échappent actuellement, comme par exemple les stocks-options. Mais le gouvernement ne souhaite pas perpétuer le système de répartition. Au contraire il affiche une nouvelle fois sa volonté d'amoinrir les pensions et favoriser la capitalisation individuelle. Évidemment, le revenu des organismes bancaires et financiers privés est bien plus important que celui des salariés.

Dans la FONCTION PUBLIQUE

Les restructurations de postes et de services n'ont jamais été aussi importantes. Toutes les réformes pouvant entraîner des suppressions de postes et de services semblent aujourd'hui possibles. Pour aggraver un peu plus la situation, demain, dans le cas où votre emploi serait restructuré et supprimé vous serez obligé d'accepter les propositions qui vous seront faites. Cette proposition est dans une autre administration ? Loin de chez vous ?

Acceptez la tout de même ! Ou, comme l'a annoncé M. Santini, vous serez LICENCIÉS !

A la DGFIP

A la DGFIP, la "réorganisation" ne fait que commencer. Mais les objectifs de réduction des effectifs sont si importants que les missions et les personnels seront forcément les laissés pour compte de cette réforme.

Tout ceci n'est pas inéluctable. Pour y faire face la CGT (Impôts et Trésor) vous propose de discuter des actions à mettre en place pour une autre fonction publique et plus globalement une autre société que celle qui nous est imposée.

TOUS EN ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le vendredi 30 mai à 11h30 devant les impôts Bd Magenta à Rennes
avec nos camarades du SNADGI et du SNUI.

- **10h30 : Turgot.**
- **10h30 : Département informatique.**
- **14h30 : Trésorerie Générale.**

**la demande a été faite à la TG pour l'ensemble des agents
A poser en HMI pour celles tenues sur le temps de travail**